

OULHADJ NAÏT DJOUDI (*)

Kabylie : un espace agraire en recomposition

Le terme Kabylie évoque pour beaucoup des montagnes célèbres, les épopées guerrières de mythiques quinquégentis (célèbre confédération de cinq tribus) pourfendant les rangs de légions romaines surarmées en marche conquérant dans le Nord de l'Afrique. C'est sur ces mêmes montagnes que se briseront lest assauts répétés d'autres conquérants qui ont pris le relais. Il évoque pour d'autres un terroir dépositaire et gardien jaloux de la tradition, de la langue, des us et coutumes des plus anciens habitants de la Berbérie. Pour nous géographe, Kabylie rime merveilleusement bien avec Topologie. Par delà une forme particulière d'organisation de l'espace des paysages, des structures communautaires villageoises épousent dans une harmonie avérée les caprices d'un relief, d'une nature. Les villages s'egrennent comme les grains d'un chapelet, le long de lignes de crête, ou les interfluves de versants, confinant au pittoresque.

Cependant que les activités économiques et sociales qui donnent libre cours aux idées, au savoir faire de populations réputées industrieuses, confèrent à l'espace une singulière spécificité, voire une identité tout court. Si par nature, la structure géologique, la disposition orographique, le couvert végétal, les agents climatiques et l'occupation humaine conditionnent en règle générale la stabilité ou l'instabilité d'un milieu, dans le cas de la Kabylie précisément, toutes les conditions pour une rupture de l'équilibre sont réunies : une structure géologique où prédominent les plissements schisteux et ensembles argilo-marneux (flyschs), un couvert végétal passablement dégradé, un régime pluviométrique aux caractéristiques méditerranéennes défavorables, une charge démographique excessive. Autant d'éléments qui consacrent durablement la fragilité du milieu et amoindrissent d'emblée les potentialités d'une région dont la vocation agricole était pourtant naguère affirmée. Une monographie élaborée par les soins des services agricoles de la wilaya de Tizi-Ouzou (en décembre 1995) donne les détails suivants : les 295 793 ha de superficie totale de la wilaya issue du dernier découpage (1984) se répartissent comme suit

- plaine et plateaux : 0 à 30 %
- bas piémonts : 3 à 12,5
- hauts piémonts : 12 à 25%
- montagnes : 25% et +

Indéniablement l'orographie demeure une contrainte insurmontable. Elle est à l'origine (combinée aux pluies torrentielles de l'hiver) de

phénomènes d'érosion spectaculaires (...) qui affectent plus de 50% des terres de la wilaya et qui constituent essentiellement les seuls facteurs limitant l'activité agricole. Car les données climatiques sont autrement plus favorables. La Kabylie du Djurdjura se situe globalement dans le registre de 2 étages bioclimatiques dont il n'est pas aisé de marquer distinctement les limites : un étage humide principalement tempéré que composent le versant nord du Djurdjura (2308 mètre) et la chaîne centrale Kabyle, un étage subhumide doux à tempéré composé des basses vallées extérieures et de la chaîne côtière. Une moyenne annuelle de précipitations qui avoisine 950 mm. Tandis que les températures oscillent entre 23° à 28°c en été et 6° à 12°c en hiver.

1 - LE DECLIN DE L'ACTIVITE AGRICOLE TRADITIONNELLE.

1.1- Le triptyque: arboriculture rustique, céréaliculture, légumineuses.

Le morcellement des terres, la faiblesse des surfaces agricoles utiles, des conditions géomorphologiques défavorables ont constitué très tôt une contrainte majeure pour la mise en valeur de la région. Cependant jusqu'à une époque assez récente, les paysans Kabyles ont vécu des ressources que leur procurait leur montagne:

• Dans la montagne proprement dite :

Cet ensemble est constitué par des sols minces résultant de l'altération de la roche mère, grès et calcaires pour la chaîne littorale ; gneiss et micaschistes pour la chaîne centrale, sols relativement pauvres en oligo-éléments lessivés par les eaux de ruissellement. Nonobstant les difficultés, les efforts inlassables, les soins répétés investis ont été payants. Les populations aménageant murettes de pierres et haies d'arbres, ont réduit sensiblement l'érosion, domestiquant le milieu, exploitant au mieux les potentialités. Là les surfaces gagnées au dépens de la forêt à la suite d'opérations de défrichement, étaient consacrées presque exclusivement à l'arboriculture rustique (oliviers et figuiers). L'absence de données statistiques fiables relatives à ce domaine exclut une étude détaillée sur ce chapitre. On peut toutefois raisonnablement penser que les surfaces n'ont pas tellement évolué depuis longtemps (1954). Nos estimations donnent à la figueraie une superficie approximative de 9000 ha. Tandis que les rendements variaient entre 5 à 10 qx à l'ha. L'oliveraie quant à elle, peut se prêter aux mêmes évaluations. Une chose est certaine, depuis 1954 à nos jours, les superficies n'ont pas vraiment évolué. L'oliveraie a dû gagner en nouveaux plants, autant qu'elle a perdu sous les effets conjugués de deux phénomènes particulièrement actifs: la reconquête par la broussaille et les incendies fréquents, en période estivale.

• La zone des piémonts :

Paysages chaotiques, informes, sans altitudes ni orientations préférentielles, terroir que constituent de vastes masses argilo-marneuses, sols également pauvres en oligo-éléments mais relativement riches en dépôts organiques d'origine végétale. Ici l'activité agricole est

souveraine, domaine de la céréaliculture extensive aux rendements très faibles 4 à 5 qx' à l'ha, mais aussi de légumineuses. Ces cultures n'accaparaient pas la totalité des surfaces de la zone. Il y avait bien ça et là quelques figueraies sur les versants de collines ou quelques oliveraies résiduelles sur les sommets. Dans ce terroir l'activité agricole s'organisait pour l'essentiel à partir de fermes (laazib), simples bâtiments d'exploitation dans la réalité. Les hommes y séjournèrent pour la conduite des travaux, pour nourrir aussi le bétail qui y est parqué. La préférence étant donnée aux bovins qui servaient dans la traction animale, beaucoup plus qu'à l'élevage laitier ou en vue de la viande, denrée très rare à l'époque.

• Dans la plaine :

Ces terrasses alluviales qui ne sont de toute façon pas très étendues (vallée du Sébaou, la dépression Draa El Mizan Ouadhia) constituent de loin le meilleur terroir d'un point de vue agronomique : mélange d'alluvions fluviales sablonneuses, de colluvions argilo-marneuses, dépôts organiques, conférant aux horizons superficiels une richesse pédologique certaine. Cette zone a été de tout temps le siège d'une activité agricole intense, où l'activité maraîchère, à des fins spéculatives, s'est toujours disputée les superficies et les potentialités en eau avec une autre activité non moins spéculative, l'arboriculture fruitière, composée de quelques vergers d'agrumes, pommiers, poiriers. Mais il n'échappe à personne qu'en raison d'une succession d'événements historiques, à l'exception de quelques familles privilégiées par le sort, les autochtones n'ont jamais pu jouir de l'usufruit de ces plantations.

1.2 - Les raisons d'un déclin.

Les plaines, y compris les zones de piémonts qui apparaissent ici comme l'espace agricole fondamental de la Kabylie du Djurdjura, pour les cultures céréalières, légumineuses du moins, malgré la relative prospérité agricole dont l'affublent certains écrits, est loin d'être considérable au regard des effectifs sans cesse accrus des populations. Cette polyculture vivrière de montagnes longtemps favorisées par le seul climat a largement consommé son déclin. Déclin lié à toute une série de facteurs à la fois historiques, sociaux et économiques, Guerre de libération (insécurité et zones interdites), Indépendance (développement de l'emploi industriel, des services, administration, etc ...) et son corollaire l'exode rural, l'exode agricole. L'émigration interne et externe pour nous résumer, sont autant de facteurs qui ont contribué au sous développement de l'agriculture de montagne. En clair les changements qui ont affecté les structures sociales, les modes et modèles de vie amorçés pendant la colonisation, iront crescendo depuis. Au recouvrement de l'indépendance, les nouvelles habitudes de consommation acquises, les nouvelles structures sociales, remettent en cause nombre de pratiques. L'attrait exercé par la ville, la grande ville, achève de rompre le lien « ombilical » qui retenait encore le paysan Kabyle, sur cette terre qu'il juge sur bien des aspects ingrate. Les salaires, revenus monétaires inhabituels dégagés par ces nouveaux postes de travail inconnus jusque là, ont permis à ces populations de jauger de nouvelles pratiques économiques, commerciales. Un système marchand où la monnaie tient

une place de choix, un instrument incontestablement fiable pour se procurer des biens d'équipement de nature variée, pour accéder à la «modernité». Les exploitations agricoles qui ne peuvent dégager d'excédents commercialisables, sont sacrifiées sur l'autel de l'argent, seule valeur reconnue, seul paramètre permettant une évolution dans la hiérarchie sociale. Ce n'est pas tout à fait sans raison qu'une grande partie de la population, aujourd'hui préfère les revenus sécurisants offerts par les emplois liés à l'administration, l'industrie ou plus récemment l'activité commerciale encore plus lucrative. Conclusion: L'agriculture est-elle irrémédiablement condamnée?.

Il est vrai que «depuis la guerre toute la terre est détruite, les arbres fruitiers qui n'ont pas été coupés ont trop souffert d'un long abandon, les champs incultes ont été reconquis par le maquis et les sangliers pullulent jusqu'aux jardins, près des maisons». Un pays bon pour les chèvres?.

Une agriculture de subsistance a-t-elle toujours sa raison d'être alors que depuis l'Indépendance la population a plus que doublé?.

Les solutions existent, mais encore faut-il avoir les moyens de sa politique, quand on en a une bien sûr. L'extension de la S.A.U serait la solution idoine, à défaut on peut y remédier par une amélioration sensible du niveau des rendements à l'hectare. Cela suggère une série d'opérations dont l'intensification demeure le dénominateur commun. Actuellement l'agriculture de montagne s'est transformée en activité marginale. Si marginale qu'elle n'entre plus ou à peine dans la composition brute du revenu familial. Son apport se fait sous forme d'autoconsommation d'huile d'olive, figues, production des jardins familiaux ; le cheptel rarissime, les terres parcellaires envahies par le maquis ou le béton sont abandonnées à la friche.

2 - LA RECOMPOSITION DES PAYSAGES AGRAIRES.

Nous ne l'avons que trop répété, en raison du caractère fortement montagneux, la Kabylie compte très peu de terres arables, moins de 50 % de la superficie totale de la wilaya. Pour ces raisons mêmes, le secteur étatique (les grands domaines autogérés) créés sur les anciennes fermes coloniales, au lendemain de l'Indépendance, n'ont pas vu le jour en grande Kabylie, ou du moins dans des proportions bien modestes. Ce secteur couvre 4960 ha de S.A.U sur les 93830 que compte la wilaya de Tizi-Ouzou. Domaines qui emploient moins de 750 travailleurs permanents.

2.1 - Le faible impact de la révolution agraire.

Vraisemblablement pour les mêmes motifs évoqués plus haut, les opérations de la R.A qui ont par ailleurs changé profondément le monde rural et les structures agraires dans le reste du pays, ont eu ici très peu d'effets sur les structures foncières héritées, autant que sur la nature de l'activité agricole. L'importance de ce secteur est de ce fait négligeable, 2% des surfaces arables de la wilaya contre 12,5 au plan national. Pour l'ensemble de la wilaya de Tizi-Ouzou, la révolution agraire n'a porté que sur 2380 ha et le nombre des attributaires n'a été que de 295. C'est bien

peu au regard des 8025 paysans sans terres recensés officiellement en 1973, et des 81254 paysans qui disposent de moins de 5 ha.

2.2 - La prépondérance du secteur privé.

Le secteur privé avec 88% de la surface agricole utile (S.A.U) est largement dominant. Cependant, il se caractérise par son extrême morcellement. On recensait en 1995, 96.000 exploitations pour un total de 88.870 ha de S.A.U, soit moins d'un ha par exploitation. La Direction Régionale de l'agriculture relève dans sa monographie une prédominance du nombre d'exploitations pratiquant des cultures complexes (52,5%). On relève une autre singularité, certaines exploitations pratiquent exclusivement l'arboriculture (36%). Fait notable, elles sont cependant de très petite dimension (-1 ha). Les exploitations spécialisées dans la céréaliculture en assolement avec la jachère sont en nombre négligeable (-6 %).

2.3 - Les objectifs de la production.

A l'échelon national, à l'origine seule importait l'auto-suffisance alimentaire. Toutefois chemin faisant, l'ambition devenait plus grande. Ainsi telle que définie dans le premier plan de développement national, (le triennal 1967-- 1969), la stratégie du développement national assignait à l'agriculture la satisfaction des besoins alimentaires nationaux et éventuellement de dégager un surplus exportable. Le rapport du premier quadriennal (1970-1973) maintenait le cap, insiste sur les objectifs de l'exportation qui sont réitérés comme prolongement direct de l'auto-suffisance. «L'agriculture doit dans une première étape lutter pour l'indépendance alimentaire, ce qui signifie qu'en plus de garantir l'auto-suffisance alimentaire, elle tendra à devenir une source d'accumulation, pour cela elle doit préserver une place honorable sur les marchés extérieurs. Derrière des objectifs d'auto-suffisance alimentaire qui restent globaux, est sous-entendue une grande polyvalence de la production agricole. Le problème majeur est que l'objectif d'auto-suffisance n'est pas bien balisé, il n'a aucune référence effective.

Il n' y a en fait aucune expression quantitative dans les prospectives arrêtées, encore moins d'échéances de réalisation, ou leur ventilation régionale, des slogans politiques sans rien d'autre. De ce fait les prévisions n'ont strictement aucun sens. Dans la pratique, les politiques engagées et les prospectives définies ont vite montré leurs limites. Sur le terrain les contraintes se révélaient au grand jour à des décideurs inexpérimentés. Les révisions allaient prendre forme lors de l'élaboration du plan quadriennal (1974-1977): «l'abandon de l'objectif d'exportation de produits agricoles au profit de la seule satisfaction des besoins alimentaires du pays par l'agriculture nationale». L'insuffisance en matière de réalisation des objectifs inscrit lors du 2^{em} plan quadriennal entraîne une seconde révision des objectifs, cela avant le lancement même effectif du premier quinquennal (1980-1984). Les pouvoirs publics considèrent «la dépendance croissante et alarmante à l'égard de l'étranger pour la couverture des besoins nationaux de consommation alimentaire comme une menace pour la souveraineté nationale et décident d'engager un plan

de développement agricole dans la perspective d'une satisfaction nationale, des besoins».

2.4 - La reconversion du secteur étatique.

A la fin du premier quinquennal (1980-1984), à l'heure où les résultats d'une exploitation se mesure à faune du volume de sa production, les services du Ministère de l'agriculture ordonnent une reconversion systématique du secteur étatique (domaines autogérés) et des coopératives de la révolution agraire. La mise en place d'exploitations agricoles en commun (E.A.C) au nombre de 114 pour 3505 ha de S.A.U, 243 exploitations agricoles individuelles (E.A.I) pour une superficie de 1118 ha et 02 fermes pilotes (337 ha) pour l'ensemble de la Grande Kabylie, ce sont là les résultats des nouvelles orientations. La volonté des pouvoirs publics de remodeler les structures foncières, de redéfinir le statut juridique des terres agricoles, un nouveau mode de production, à l'instar d'autres secteurs d'activité, s'affirme. Ces opérations laissent subodorer en filigrane la recherche de performances agricoles, l'accélération de la mondialisation de l'économie touchant désormais l'agriculture. A cet égard, si le mode de faire valoir direct est le plus répandu, d'autres formes subsistent et coexistent, le khamessat (du terme arabe khoms, le 1/5), le fermage simple, le rahn (nantissement). Quel que soit le volume d'emplois que peut fournir ce secteur agricole, une chose est certaine, le sous-emploi ou le chômage déguisé est quasi chronique. Comment expliquer autrement que des femmes demeurent actives lorsqu'un secteur agricole est conservé dans une société fortement «masculine», très conservatrice.

2.5 - Essai de quantification.

Les données statistiques relatives au secteur peuvent présenter un caractère exhaustif (évolution établie sur dix années). Cette quantification peut revêtir de même une relative concision (détails données pour les superficies, la proportion et la valeur de la production de chaque culture). En dépit de l'intérêt certain que peut présenter l'étude de la courbe d'évolution des principales cultures, le niveau de satisfaction des besoins exprimés pour chaque type de production par des habitants dont les effectifs croissent de manière résolue, donnerait beaucoup plus de valeur à l'étude. Or l'absence de corrélation minore à coup sûr les résultats de l'analyse. Quelles que soient les interprétations auxquelles peut se prêter la courbe d'évolution des principales spéculations, une chose est certaine: la polyculture de subsistance des montages kabyles, tout comme celles des montages telliennes en général est en crise. En aucun cas, aussi forte que soit la crise de l'agriculture de montagne, on ne pouvait penser que l'arboriculture rustique allait perdre son rang dominant. A ce sujet la stagnation des surfaces consacrées à l'oléiculture aussi bien que celle de la figueraie, essences auxquelles s'identifie par excellence le terroir kabyle, consacre une régression quasi certaine de la production (le vieillissement des plants et l'absence de soin aidant). Il est vrai qu'avec une surface oléicole évaluée à près de 30.000 ha pour une production qui avoisine les 450.000 qx, la région s'autosuffit amplement en huile, elle arrive même à en écouler une partie sur le reste du territoire national. Les mêmes maux, dans les mêmes conditions affectent la

figurerait. Les quelques soubresauts dans l'amélioration substantielle du volume de production que suggère la courbe pour les années 1987-1988-1989 trouvent à nos yeux deux éléments d'explication tout désignés: le premier étant la légèreté avec laquelle les jeunes techniciens inexpérimentés (de la Direction régionale de l'agriculture) relèvent les résultats de production des petites exploitations, dont la tenue de documents comptables n'est pas le fort. Résultats qui sont en fait des approximations grossières avancées par des fellahs qui n'ont nullement l'habitude de l'usage du chiffre. Le second élément d'explication est sans doute lié à la faiblesse relative de la consommation du fruit à l'état frais (le chiffre se rapportant exclusivement au volume des lèves sèches). Dans la rubrique des cultures herbacées, les légumes secs voient leur volume de production croître régulièrement au cours de cette décennie. Une croissance que détermine la part prépondérante qu'ils occupent dans le menu quotidien des populations, mais aussi comme produit idéal de substitution des céréales dont la carence se maintient obstinément.

2.6 - La production céréalière : Insuffisance et irrégularité.

Depuis des siècles, pour le moins depuis l'Antiquité (comme en témoignent les jarres scellées contenant des restes de céréales exhumées à Bida municipium dans le haut Sébaou) les céréales occupent une place de choix dans la composition du menu alimentaire des populations de la région. Mieux, le blé, une denrée qui n'est pas produite à profusion localement, demeure l'aliment de base de la majorité des Algériens. Comment faire, quand on sait que cette insuffisance est chronique. Certes le volume de production a plus que doublé entre la campagne agricole de 1985 et celle de 1994. Toutefois sa valeur demeure insuffisante au regard de l'exubérance de la démographie, des besoins croissants exprimés. Elle est doublement négative quant on sait que cette amélioration appréciable en soi de la production a été obtenue en multipliant par deux la superficie des emblavures, de 6111 ha en 1985 elles passent à 11300 ha en 1994. A l'échelle nationale les mêmes constats peuvent être faits. Au début du siècle, avec 19 millions de qx produits, l'Algérie couvrait largement les besoins exprimés par une population qui ne dépassait guère 5 millions d'habitants. Il en est autrement aujourd'hui où le pays importe une bonne partie de ses besoins en la matière. Pourtant, les efforts de modernisation ne sont pas du tout négligeables. Pour la seule wilaya de Tizi Ouzou, le parc agricole compte plus de 5000 tracteurs pneumatiques, 587 tracteurs à chenilles et autant de motoculteurs, soit un taux de mécanisation très appréciable : un tracteur pour 24 ha de S.A. En deux décennies (1962-1982), on est passé d'une absence presque quasi absolue d'engins mécaniques à une surmécanisation relative du monde agricole. D'autre part la généralisation de l'utilisation de fertilisants industriels dans les deux secteurs et surtout l'introduction de blés Américain et Mexicain (variétés réputées à hauts rendements) laissait augurer de meilleurs résultats, du moins on le pensait. Cependant les efforts, les investissements restaient sans effets au grand désespoir des gouvernants. Alors que jusqu'aux années 1969-70, la production agricole couvrait 93% des besoins nationaux, aujourd'hui on assiste, impuissants, à un renversement total de la

tendance. Plus de 93% des produits alimentaires consommés par le pays, sont importés de l'étranger (C.E.E. et Amérique du Nord).

L'insuffisance est aussi qualitative : l'exclusivité sinon la dominance du blé dur dans les variétés cultivées ne correspond nullement aux besoins exprimés. On le sait : dans la réalité le blé tendre tend à devenir prépondérant dans les habitudes de consommation des populations. Or la production de blé tendre est de moitié inférieure à celle du blé dur à l'échelle nationale, elle est nulle dans le cas de la Grande Kabylie. Cela est certainement dû aux habitudes de consommation héritées, aux facilités avérées dans la conduite de cette culture, aux facilités d'écoulement du produit. Plus que d'autres cultures, les céréales sont d'une très grande irrégularité. Cette irrégularité, indépendamment des facteurs liés à la conduite de la culture est essentiellement due aux conditions climatiques, qui peuvent faire varier rendements et production d'une année à l'autre, du simple au double. A l'échelle nationale le recours de plus important à l'importation pour combler les déficits (l'Algérie compte parmi les premiers importateurs de céréales dans le monde) grève chaque année davantage les recettes en devises des hydrocarbures, face à un marché mondial qui renchérit d'année en année. Ce qui rend hypothétique l'amorce d'un développement réel dans un proche avenir.

2.7 - Un potentiel hydraulique insuffisant.

D'une manière générale l'agriculture algérienne accuse un retard considérable dans le domaine de l'équipement hydraulique et d'irrigation. Malgré la volonté des pouvoirs publics de remédier à cet état de fait, volonté exprimée par l'enveloppe budgétaire conséquente allouée au secteur 23 milliards de DA (soit le triple du montant investit pendant la période 1967-1980), ce qui est énorme.

Les faits sont là, ils sont têtus, le taux de réalisation ne dépasse guère 28% des objectifs inscrits. En Kabylie les ressources hydriques sont très importantes, à lui seul le bassin versant du Sébaou (d'une étendue de 2510 km²) principale région agricole du nouveau finage Kabyle, offre des potentialités hydriques très importantes. Malheureusement, en raison du faible potentiel infrastructurel, l'inexistence quasi totale d'ouvrages dignes d'être cités, la majeure partie des eaux de ruissellement évaluée à 1,6 milliard de m³ pour le seul Sébaou se perdent dans la mer. En définitive les eaux de surface mobilisées pour l'agriculture sont réduites à la portion congrue de 12.000.000 de m³, soit le volume cumulé de 04 barrages de dimension modeste et de 76 retenues collinaires éparpillées à travers les territoires de la wilaya (département).

2.8 - Extension des surfaces irriguées: Une nouvelle orientation des cultures.

L'équipement hydraulique détermine conséquemment, l'étendue des périmètres irrigués. Le recours à l'irrigation reste actuellement limité à un périmètre de l'ordre de 5000 ha, soit 5% de la S.A.U. Cette superficie demeure extrêmement faible au regard des potentialités énormes de la

région et des besoins en produits agricoles. L'ordre d'importance dans l'utilisation de l'irrigation est déterminé essentiellement par un choix sélectif rigoureux. Le rang et le quota d'eau imparti à chaque culture est déterminé exclusivement par sa rentabilité économique (spéculative) qui se mesure en numéraires uniquement. Ce n'est pas sans raison que l'irrigation profite dans l'ordre, aux cultures maraîchères (tomates, pommes de terre...) cultures aux hauts rendements, leur valeur ajoutée déjà importante peut être multipliée à loisir dans le cas de produits primeurs.

Dans ce registre, une culture saisonnière, le melon et la pastèque, accapare une grande partie des surfaces irriguées. Une culture qui s'est largement répandue dans la zone (des piémonts et plaines) ces dernières années. Les vertus dont elle est revêtue en matière de rendements et surtout de bénéfices, suscite un tel engouement que tout un chacun s'improvise agriculteur. Cet engouement jugé parfois excessif a nécessité l'intervention ferme de l'Etat qui, en interdisant l'usage de l'irrigation, limite par là même l'expansion de cette culture, qui se fait souvent au détriment d'autres cultures vivrières, dont les céréales et les légumineuses. L'arboriculture fruitière (dite riche) agrumes, pommiers, poiriers et les fourrages constituent les autres variétés qui bénéficient du privilège de l'irrigation. Dans le détail les potentialités des barrages et retenues, s'avèrent insuffisantes. Ainsi sur un périmètre irrigué qui totalise 5035 ha, 560 ha sont irrigués à partir de forages, tandis que 2500 ha sont approvisionnés à partir de points d'eau hors - périmètre. Quoi qu'il en soit, une meilleure mobilisation des eaux, permettra d'augmenter sensiblement les superficies irriguées, au bénéfice de la région. Les conditions s'y prêtent merveilleusement bien, les potentialités également.

Certes depuis quelques années les paysages traduisent un regain d'activité agricole. Mais c'est un phénomène très ponctuel qui touche essentiellement l'agriculture à forte valeur spéculative (la production de melons et pastèques sinon la production hors - sol et sous - serres), la relance de l'élevage se fait de manière toute à fait timorée, sans trop de conviction et ce, malgré l'implantation d'étables (tous secteurs confondus) à travers tout le territoire de la wilaya. L'élevage hors-sol (aviculture et apiculture) a par contre connu un développement sans précédent dans l'histoire de l'agriculture locale. Au plan économique, le secteur agricole, qui vient au second rang en matière d'emplois ne fournit que 10% de la valeur ajoutée locale, bien loin derrière la branche de l'administration et services (1er rang) et l'industrie et le BTP (3 ème rang) avec 20% d'emploi.

Paradoxalement, malgré les surfaces de parcours importantes qu'offre la région, auxquelles s'ajoutent les surfaces en friche, la jachère forcée (issue de la déprise agricole), l'élevage est très peu répandu. 44500 bovins, de maigres troupeaux paissent dans ses paysages d'openfields (piémonts) qui paraissent démesurés. Ce type d'élevage n'est pas très répandu pour plusieurs raisons: il y a d'abord les difficultés inhérentes à la conduite de l'élevage même. D'autre part les moyens financiers élevés nécessaires, découragent nombre de candidats.

L'état de la crise qui se resserre chaque jour davantage n'augure pas une amélioration prochaine. Le troupeau ovin compte quelques 82000 têtes, là également deux raisons majeures excluent pour le moins son expansion : les habitudes alimentaires héritées. Une seconde raison invoquée par les éleveurs mêmes: les terres fourragères des collines qui présentent en apparence de grandes potentialités fourragères ne s'y prêtent guère pourtant. «Les sols profonds» argileux qui les composent, collent insidieusement aux pattes des moutons (en saison hivernale), leur occasionnant une grave affection: (vou kraa) le piétin. Le troupeau caprin, contre toute attente pour une zone de montagne (zone de pacage par excellence) est encore plus réduit, 24000 têtes. Une raison majeure: le Kabyle nourri de l'expérience du passé, sait le caprin ennemi héréditaire de la végétation arbustive et arborescente, une végétation dont dépend l'équilibre déjà fragilisé du milieu, ce qui exclut d'emblée sa généralisation.

2.9 - L'élevage hors-sol : un développement sans précédent.

Avec une capacité instantanée de 7.000.000 de poussins et une capacité annuelle de 500.000 poulettes, la wilaya assure globalement son autosuffisance en neufs et poulets. Elle commercialise même un excédent au niveau des régions limitrophes. Ce qui constitue à tous égards des revenus non négligeables pour la région. L'apiculture suscite le même engouement. Partout, aussi loin que porte le regard, on ne peut éviter de croiser l'ombre démesurément allongée d'un poulailler ou celle plus modeste (éléments disparates) de ruchers. Pour le seul haut - Sébaou (147 km) on compte près de 10.000 ruches. Là aussi tout le monde s'improvise éleveur: commerçants, ouvriers de l'industrie, agents de l'administration, tous animés par le gain facile que fait miroiter le secteur. Beaucoup se lancent dans la bataille: une activité d'appoint dans un premier temps, qui peut devenir l'activité principale quelques années après, au gré du hasard, de la chance, de la réussite.

3 - LES NOUVELLES FORMES D'ORGANISATION D'UN ESPACE MONTAGNARD.

Dans chacun des terroirs, au nombre de trois, qui composent l'espace Kabyle, on peut lire la marque ineffable d'un changement (évolutif ou régressif) selon le secteur considéré, selon le cas d'espèce examiné. Il en est ainsi des bourgs ou gros villages de montagnes (pays de bocage) qui se transforment en centres urbains affirmés, déifiant les lois d'une nature austère (exiguïté des surfaces urbanisables). A côté, l'espace agricole marque une régression certaine: ici les restes d'une figueraie jadis prospère, là une oliveraie reconquise inexorablement par la friche, marque la fin d'une ère définitivement révolue.

L'Azaghar (les piémonts), l'openfield, peut se prêter à la même lecture. Si les cultures spéculatives (le melon et la pastèque introduisent à la fois une note de fraîcheur et de couleur dans un espace gagné par la grisaille de la déprise (de la crise aussi), le déclin consommé de la polyculture vivrière, céréaliculture et légumineuse, opère une césure sans commune mesure dans la mémoire collective, où les images de l'activité fébrile d'antan s'estompent progressivement.

Le déterminisme géographique piégé: Y. Lacoste s'interroge à juste titre, sur ces petites plaines si faiblement habitées et pourtant entourées par des montagnes qui sont parmi les plus peuplées qui soient au monde, et qui auraient dû devenir un cas célèbre de la géographie générale, montrant la relativité du «déterminisme» géographique et la complexité de leur «signification humaine». Il est vrai que localement les densités peuvent dépasser 500 habitants au km. Cette valeur est énorme, à côté de plaines inhabitées. Y. Lacoste s'interroge ingénument, sur ces Kabyles qui s'accrochent encore obstinément à leurs pitons rocheux trente années après l'Indépendance. Deux raisons majeures. et non des moindres justifient cette situation pourtant. Au delà du mythe éculé de la montagne-site refuge, une première raison qui coule de source: une volonté farouche de préserver la plaine «espace vital» irremplaçable, déjà réduit. La seconde raison est toute aussi simple: les événements historiques successifs qu'a vécus la région font que les autochtones ont rarement été maîtres de la plaine. L'indépendance recouvrée n'a rien changé à la situation, puisque le domaine de l'Etat s'est substitué à la ferme coloniale sur les terres riches de la plaine. Est-ce une grande perte ? sur le plan économique certainement oui! la sagesse populaire locale tempère cependant cette affirmation. Ne dit-on pas: «win Yesaeen deg gwedrar ur yetagwed azaghar» (qui possède la montagne ne craint point la plaine!).

- Les autres formes d'adaptation à la crise : En fait les nouvelles conditions économiques, l'insuffisance des productions locales a obligé les familles, les communautés à déléguer les hommes individuellement comme salariés au service de nouvelles formes d'organisation de la production, afin de subvenir aux besoins du foyer. Pour ce faire, à la polyculture d'antan (céréaliculture, légumineuse, arboriculture, élevage) se substitue dans une certaine mesure une polyactivité qui combine ingénieusement, à côté d'un certain niveau d'activité agricole maintenu, un commerce local, des emplois citadins dans le pays ou à l'étranger. Une polyactivité qui limite les risques et les défaillances éventuelles de chacun des secteurs énumérés. Au cas où les ressources d'un des secteurs viennent à manquer ou faire défaut, les autres nourriront toujours la famille. «L'émigration, signe de misère, source de revenus» : l'ambivalence liée à ce terme ne s'en départira jamais. Le surpeuplement des montagnes, le dénuement, les conditions de vie difficiles qui règnent ont contraint très tôt une partie des habitants à rechercher d'autres ressources. L'émigration offrait et offre toujours à tous les égards une solution providentielle. On peut affirmer sans exagération aucune au vu de nos enquêtes sur le terrain, du moins pour le haut-Sébaou, que 30% au moins de l'activité économique, des ressources de la région proviennent de manière directe ou indirecte de l'émigration. En 1974 on estimait les envois de l'émigration algérienne (majoritairement Kabyle) à 7 milliards de dinars. Ces ressources constituaient alors la deuxième source de rentrée de devises après les hydrocarbures. Aujourd'hui pour des raisons multiples, la valeur des transferts monétaires est devenu insignifiante. Les ressources se sont définitivement tariées.

- De nouvelles structures commerciales: des marchés ruraux en déclin

Le nombre exagéré des commerces, points fixes de nature diverse (vente, artisanat, prestations de services) constituent de nos jours les éléments structurants dans les centres urbains et les agglomérations secondaires, sans distinction de hiérarchie. Dans ce contexte les modèles traditionnels (places animées, mosquées, fontaines publiques) ont été déclassées et tombent définitivement en désuétude. Les emplois créés dans la région dans le cadre des différents plans (nationaux ou régionaux) de développement dans les différents secteurs a permis l'injection dans le circuit économique local, de masses monétaires importantes. L'amélioration des conditions de vie aidant, une partie de ses numéraires économisés ou thésaurisés a financé l'ouverture de nombreux commerce variés. En règle générale, les chefs - lieux d'agglomération sont mieux équipés. Le souk ou marché hebdomadaire, autre structure commerciale vivace, par laquelle s'exprime habituellement le poids du passé, a elle même subi de profondes mutations, autant pour la valeur de la marchandise qui y est échangée (quantité réduite) que par la nature de celle-ci (les produits manufacturés supplantent les produits ruraux).

CONCLUSION.

Certes la région recèle assez de potentialités dans le domaine: climat favorable, ressources hydriques importantes (eau de surface et eau souterraine), des terres à fortes potentialités agricoles (vallées), une force de travail appréciable. Cependant nombre de contraintes et non des moindres, réduisent la portée de ces potentialités : un relief accidenté (érosion intense, difficultés de mécanisation), un morcellement extrême des terres et un statut juridique (privé en indivision) qui rend inopérant toute opération de remembrement ou la modernisation des moyens de production. La décroissance de la pression démographique qui annihile aujourd'hui tous les efforts est la première des urgences. Secouer les inerties, encourager les initiatives, stimuler par la récompense morale et matérielle, créer un sain climat d'émulation chez les populations afin de se débarrasser à jamais de cette mentalité d'assisté de l'Etat car sa pérennité modifie durablement les habitudes alimentaires des citoyens et fausse alors la vérité des prix: ainsi les céréales, pommes de terres et autres légumineuses importées sont vendues moins cher que celles produites dans le pays, ce qui concurrence déloyalement la production locale et prive le paysans d'un débouché irremplaçable, la ville. Dans la région précisément, la polyculture vivrière a fait ses preuves. La réalisation d'une solide politique d'aménagement du territoire, qui doit s'appuyer sur la relance des cultures vivrières prioritairement et d'une multitude de micro-réalisations, qui permettent de mieux vivre, doit être diligentée.

Références Bibliographiques

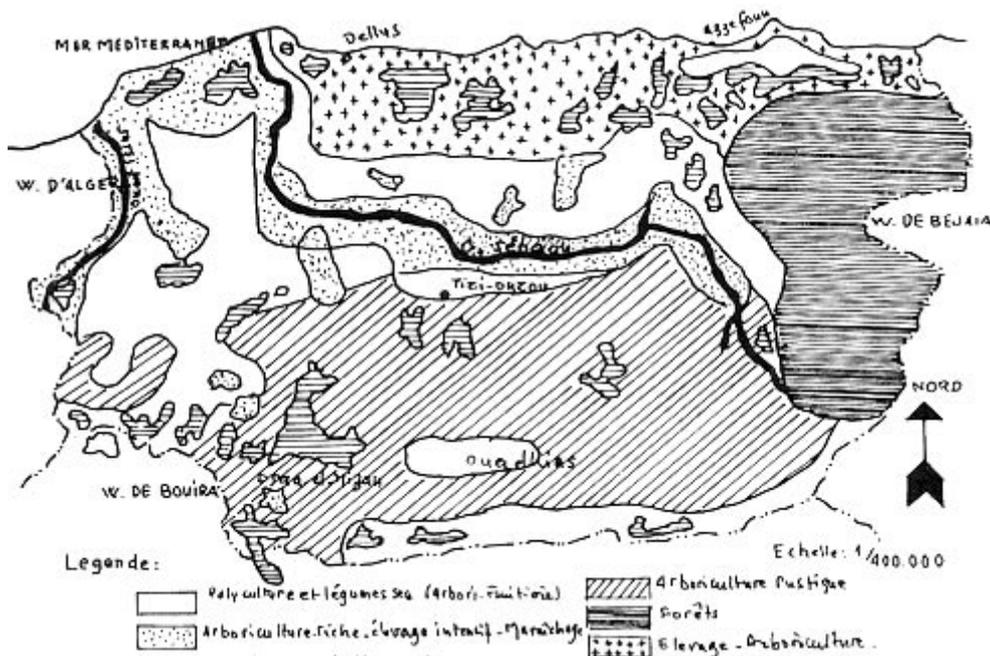
DAHMANI M, 1985. Economie et société en Grande Kabylie, OPU, Alger.
 Lacoste Y. Les rapports plaine - montagne en Grande Kabylie.

NAIT DJOUDI O, 1988. Mutations économiques et organisation de l'espace en milieu montagnard Kabyle. Thèse de 3^{ème} cycle, 1988, Lyon II.

TOULAIT H, 1989. Agriculture algérienne: les causes de l'échec, OPU, Alger

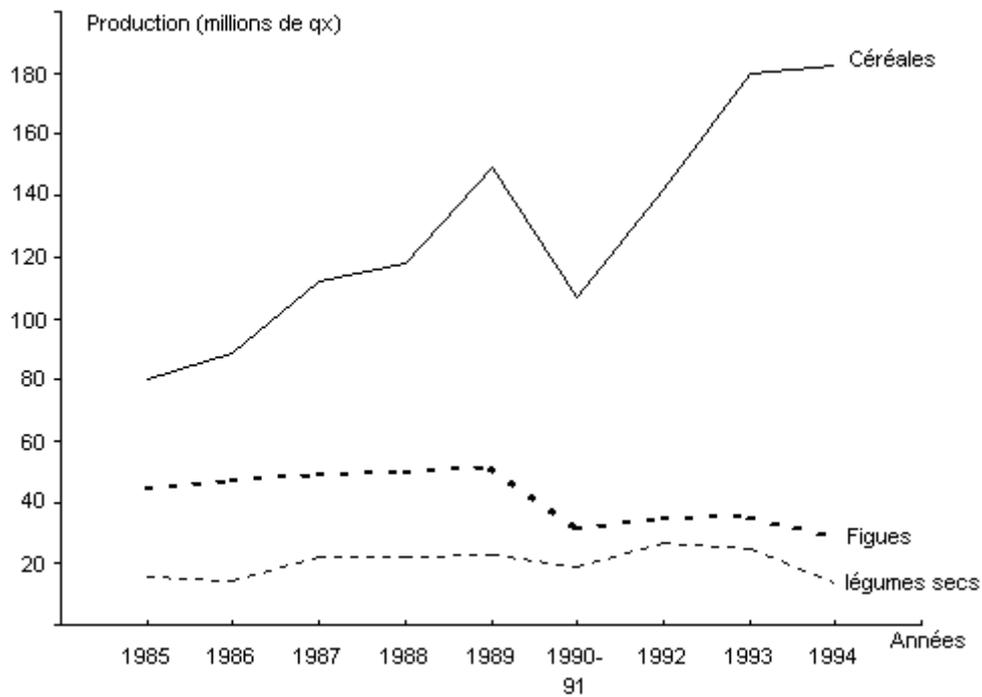
Wilaya de Tizi-Ouzou, Direction de l'agriculture, 1995. Monographie de la wilaya de Tizi-Ouzou. Ministère de l'agriculture. «Revue statistiques agricoles» (années 1985 à 1994).

Espace agricole dans la wilaya (avant le découpage de 1984)



Source : Direction régionale de l'agriculture.

Courbe d'évolution des principales spéculations



Source : direction régionale de l'agriculture

Notes

(*) Chargé de cours. Université de Tizi-Ouzou. Algérie.